

Note relative à la loi réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance

Avant-propos

Le 21 mars 2007, a été adoptée la loi réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, ci-après la "loi caméras". Cette loi a pour objectif d'offrir un cadre juridique clair et adéquat pour les traitements d'images à des fins de surveillance conciliant à la fois le besoin de sécurité des citoyens et leur droit à la vie privée.

Avant l'adoption de cette loi, en l'absence de législation sectorielle apportant une solution ponctuelle au traitement d'images dans un secteur ou un contexte précis, la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, ci-après la "loi vie privée", trouvait déjà à s'appliquer à l'utilisation des caméras de surveillance.

Eu égard à l'évolution des techniques de traitement de données, il est apparu nécessaire aux yeux du Législateur de réglementer de manière spécifique ce type de traitement. Toutefois, sauf dérogations explicites à la loi vie privée, celle-ci reste d'application.

A quel type de caméra s'applique la loi caméras ?

I. Principe

La loi est applicable à l'installation et à l'utilisation de caméras de surveillance c'est-à-dire, tout système d'observation (fixe ou mobile), dont le but est de :

- prévenir, constater ou déceler les délits contre les personnes ou les biens ;
- prévenir, constater ou déceler les nuisances au sens de l'article 135 de la nouvelle loi communale ;
- maintenir l'ordre

et qui a pour finalité "d'assurer la surveillance et le contrôle" dans certains lieux.

A contrario, si la finalité poursuivie par le traitement d'images n'est pas la surveillance et le contrôle, la loi ne s'appliquera pas. Il faut alors se référer aux règles de la loi vie privée.

II. Exceptions

Certaines installations et utilisations de caméras de surveillance échappent à l'application de la nouvelle loi¹. Ainsi en est-il lorsque :

- l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance sont réglées par ou en vertu d'une législation particulière telle que :
 - la loi du 4 août 1996 relative à l'agrément et à l'utilisation dans la circulation routière d'appareils fonctionnant automatiquement en présence ou en l'absence d'un agent qualifié ;
 - la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé ;
 - la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, et l'arrêté royal du 12 septembre 1999 concernant l'installation et le fonctionnement de caméras de surveillance dans les stades de football ;
 - la loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières de recherche et quelques autres méthodes d'enquête.

En cas de doute sur la loi à appliquer, il faut appliquer la loi sectorielle ou spécifique.

La loi vie privée reste en principe d'application dans le cadre de ces exceptions, à défaut de dispositions contraires prévues explicitement.

- l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance sont destinées à garantir, sur le lieu de travail, la sécurité et la santé, la protection des biens de l'entreprise, le contrôle du processus de production et le contrôle du travail du travailleur.

Cette deuxième exception renvoie immanquablement, en ce qui concerne le secteur privé, à la convention collective de travail n° 68 relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard de la surveillance par caméras sur le lieu de travail (ci-après la "CCT"), conclue le 16 juin 1998 au sein du Conseil national du Travail. Cette convention a en outre été rendue obligatoire par un arrêté royal adopté le 20 septembre 1998.

Que recouvre cette exception ?

Cette exception n'écarte l'application de la nouvelle loi **que dans le cadre de la relation de travail** (contrôle de la relation employeur-employé) **et pour les finalités énoncées** (sécurité et santé, protection des biens de l'entreprise, contrôle du processus de production et contrôle du travail du travailleur).

Le choix de la législation à respecter dépendra de la qualité de la personne vis-à-vis de laquelle s'exerce la surveillance et de la finalité poursuivie.

Concrètement, le responsable du traitement devra appliquer (i) la loi caméras à l'égard des personnes qui tombent dans le champ d'application de cette loi et (ii) la loi vie privée (pour le secteur public) et/ou la CCT (pour le secteur privé) pour

¹ Art. 3 de la loi caméras.

la surveillance par caméras dans le cadre de la relation de travail pour les finalités de sécurité et de santé, protection des biens de l'entreprise, contrôle du processus de production et contrôle du travail du travailleur. Les règles d'obligation d'information, de déclaration, d'accès, etc. devront être respectées tant à l'égard de la personne extérieure (client, fournisseur, visiteur, ...) qu'à l'égard du travailleur.

Ainsi, si le responsable du traitement souhaite installer une caméra de surveillance dans un lieu qui est ouvert à d'autres personnes que les travailleurs (magasins, caisses dans les supermarchés, salle des guichets d'une banque, station-service avec des pompistes ou avec un guichet central, ...), il devra respecter les deux législations.

Celles-ci sont complémentaires.

Quelles sont les règles applicables aux caméras de surveillance?

La loi caméras distingue trois types de lieux : les lieux ouverts, les lieux fermés accessibles au public et les lieux fermés non accessibles au public. Ces lieux obéissent à des règles distinctes tant au niveau de la procédure d'installation de la caméra de surveillance que de l'utilisation de celle-ci. Il appartient au responsable du traitement de respecter les règles de droit en vigueur.

I. Les lieux

- Le lieu ouvert

Il s'agit de "tout lieu non délimité par une enceinte et accessible librement au public".

Cette catégorie sera généralement comprise comme visant les espaces ouverts. Bien que l'on puisse déduire des travaux préparatoires qu'il s'agira principalement du domaine public, cette distinction ne peut toutefois pas servir de critère, le Législateur ayant renoncé à la distinction domaine public et domaine privé².

S'il s'agira la plupart du temps d'espaces publics gérés par une autorité, il peut également s'agir de lieux donnés en concession (par exemple, un parking), ou encore de lieux appartenant à des personnes privées mais ouverts au public (par exemple, un parc privé).

Le critère est double : l'enceinte/la délimitation et le libre accès au (grand) public.

Par "enceinte", il faut au minimum comprendre une délimitation visuelle. Pour pouvoir être considéré comme ouvert, le lieu ou l'espace ne doit en aucune façon pouvoir être distingué du reste de l'espace ouvert.

La délimitation ne doit pas nécessairement être réalisée de manière matérielle ou physique. Une délimitation visuelle peut suffire ou une indication qui permet de distinguer les lieux (par exemple, des bordures, un marquage au sol, une disposition différente des pavés ou une autre couleur du revêtement de sol, un panneau avec

² Sur indication de la Commission.

l'inscription "propriété privée", "chemin privé", "réservé à la clientèle", etc.). Il est évident qu'une telle délimitation doit avoir été faite de manière légitime³.

Il peut arriver qu'un lieu ouvert soit momentanément délimité, devenant ainsi un espace fermé. Lorsque cet espace délimité fait l'objet d'une surveillance par caméras, le règlement applicable sera celui des lieux fermés (par exemple, une prairie accueillant un festival ou encore un circuit pour un événement sportif).

Quand il s'agit de lieux délimités mais quand même accessibles, ceux-ci doivent être classés, selon le cas, dans une des catégories de lieux fermés (voir infra).

Exemples de lieu ouvert : la voie publique, une place de marché, un grand parking, les rues, les rues commerçantes, les places, les jardins publics, les parcs.

Il peut arriver qu'une surveillance par caméras soit installée et orientée vers un lieu ouvert et un lieu contigu qui lui, est fermé.

Il en est ainsi en cas de surveillance par caméras des rues entourant un parc qui est fermé mais accessible via des grilles d'accès (qu'elles soient ou non fermées pendant la nuit); ou lorsqu'un parking ou un garage tout-à-fait clôturé, avec des barrières, est repris dans le même système de surveillance par caméras que celui appliqué aux rues avoisinantes.

Lorsque de tels lieux ou espaces attenants sont surveillés au moyen d'un même traitement, avec un même responsable de traitement, tout est classé dans le concept de "lieu ouvert".

La règle est la suivante : en cas de combinaison de lieux de type différent, surveillés par un même système de surveillance par caméras, avec le même responsable de traitement, le régime applicable est le régime le plus protecteur.

- Le lieu fermé accessible au public

Il s'agit d'un lieu, d'un espace ou d'un bâtiment délimité par une enceinte et destiné à l'usage du public, où des services lui sont fournis.

Ces lieux peuvent aussi bien être gérés par les autorités publiques que par une personne privée.

Ici, le critère est triple : l'enceinte/la délimitation, l'accessibilité au (grand) public et la possibilité d'offrir des services à ce public.

Comme précisé précédemment, l'enceinte doit pouvoir être constatée au moyen d'une délimitation au moins visuelle et réalisée de manière légitime. Il ne doit pas y avoir une enceinte physique, mais il faut au moins pouvoir constater une délimitation du lieu. Cette délimitation peut être temporaire (par exemple, pour un événement).

En outre, il faut que le lieu, l'espace ou le bâtiment soit accessible au public et que certains services puissent lui être offerts. Ce qui importe à cet égard, c'est l'usage auquel le responsable destine le lieu, l'espace ou le bâtiment. Une autre utilisation éventuelle, permise ou non, du lieu fermé n'en fait pas un lieu ouvert. Ce n'est pas parce que, par exemple, d'autres personnes viennent également se garer sur un

³ Celui qui effectue la délimitation ou apporte l'indication doit, quoi qu'il en soit, y avoir été habilité au sens de l'article 543 du Code civil et vouloir ainsi distinguer le lieu d'un lieu ouvert.

parking d'une grande surface (ou viennent y apprendre à conduire pendant le week-end), sans utiliser les services proposés, que ce lieu fermé devient un lieu ouvert.

Exemples de lieu fermé accessible au public : les magasins, les espaces commerciaux couverts, les centres commerciaux, les galeries commerçantes, les grandes surfaces, la salle des guichets dans une banque, dans une agence d'assurances, dans un centre de services communaux, les espaces d'agences bancaires où sont installés des terminaux de paiement, les cinémas, les théâtres, les musées, les églises, les espaces publics dans les hôtels, les cafés, les restaurants, les gares, les principaux espaces d'accès (hall) à des immeubles de bureaux ou à des propriétés où des services sont offerts, le cabinet d'un médecin, d'un dentiste, l'étude d'un notaire, d'un avocat, les salles d'attente de lieux où des services sont proposés, les salles des fêtes, les salles de sport et salles de jeux, les terrains de sport, les salles de fitness, les domaines récréatifs, les complexes de bungalows, les campings, une place temporairement délimitée, un circuit pour un événement (le festival Rock de Werchter, Francorchamps).

Il peut arriver qu'une surveillance par caméras soit installée et orientée vers un lieu fermé et un lieu attenant qui n'est pas fermé. Lorsque le système concerne un même traitement, avec un même responsable de traitement, tout est classé dans le concept de "lieu ouvert" (voir supra la règle de la protection la plus stricte).

Il se peut également qu'un seul système de surveillance soit installé pour un lieu fermé accessible au public où des services peuvent lui être fournis et pour la partie privée (catégorie ci-dessous "lieu fermé non accessible au public"). Ici aussi, la règle applicable est celle de la plus grande protection. Tout sera classé dans le concept de "lieu fermé accessible au public".

Exemples de cette catégorie mixte : l'habitation d'un notaire, d'un avocat, d'un médecin, d'un dentiste, d'un courtier d'assurances qui y ont installé une pratique ou un bureau et où la surveillance couvre les deux lieux et/ou espaces d'accès communs via un même système.

En cas de doute sur la qualité du lieu dans lequel on souhaite installer une caméra de surveillance, la qualité du lieu pour lequel les règles sont les plus protectrices de la vie privée sera retenue. Ainsi, en cas de doute entre la qualité de lieu ouvert et de lieu fermé accessible au public, le lieu sera qualifié de lieu ouvert.

- Le lieu fermé non accessible au public

Il s'agit d'un lieu, d'un espace ou d'un bâtiment délimité par une enceinte et destiné uniquement à l'usage des utilisateurs habituels.

Cette catégorie doit être comprise comme les espaces privés, à usage privé, utilisés uniquement par les habitants et les personnes en visite. Elle vise également les immeubles et espaces de bureaux ou les bâtiments d'une usine qui sont fermés, utilisés uniquement par les travailleurs et les fournisseurs et où, par conséquent, aucun service n'est proposé au public.

Ici, il y a un double critère : l'enceinte/la délimitation et l'accessibilité pour les usagers habituels, donc à l'exclusion du (grand) public et sans offre de services.

Comme cela a déjà été précisé, l'enceinte doit pouvoir être constatée au moyen d'une délimitation au moins visuelle et réalisée de manière légitime. Il ne doit pas forcément y avoir une enceinte physique, mais il faut au moins pouvoir constater une délimitation du lieu.

Exemples de lieu fermé non accessible au public : l'habitation privée, un immeuble à appartements, une usine, une ferme, un immeuble de bureaux (où aucun service n'est proposé), les dépendances et les espaces d'accès de tous ces lieux⁴, comme une allée, un jardin en façade, une cour, un parking devant le bâtiment, le hall d'entrée d'un immeuble à appartements.

Sur base de la règle qui dit que la plus grande protection doit prévaloir, le principe applicable est qu'un même système de surveillance installé pour des lieux fermés, à la fois accessibles et non accessibles au public, tombera dans le champ d'application de la catégorie "lieu fermé accessible au public" (voir supra).

Par ailleurs, en cas de doute sur la qualité du lieu dans lequel on souhaite installer une caméra de surveillance, la qualité du lieu pour lequel les règles sont les plus protectrices de la vie privée sera retenue. Ainsi, en cas de doute entre la qualité de lieu fermé accessible au public et de lieu fermé non accessible au public, le lieu sera qualifié de lieu fermé accessible au public.

II. Le responsable du traitement

Le responsable du traitement est la personne qui détermine les objectifs et les moyens du traitement. Il peut s'agir d'une personne physique ou morale, d'une association de fait ou d'une administration publique.

L'identification du responsable du traitement est importante puisqu'il lui incombe de respecter la loi, d'être la personne de contact pour les autorités de contrôle et pour les personnes qui souhaitent exercer leur droit d'accès.

⁴ Auparavant, la Commission considérait le hall d'entrée commun d'un immeuble à appartements comme un lieu fermé accessible au public. Cette exception n'était toutefois pas reprise dans les définitions de la loi, de sorte qu'il était nécessaire de suivre la logique selon laquelle les espaces d'accès à un lieu fermé gardent le même statut que ce lieu.

III. Les règles à respecter

La surveillance par caméras doit être conforme aux dispositions légales, tant au moment de son installation qu'au cours de son utilisation.

Le non respect des dispositions de la loi est pénalement sanctionné.

A. LA FINALITÉ

Le traitement doit se dérouler pour des finalités clairement définies et légitimes⁵.

La détermination de la finalité du traitement est un élément essentiel. Elle permet notamment d'identifier la loi qui devra être respectée.

Ainsi, dans l'hypothèse où une caméra a été placée pour diverses finalités, il suffit que l'une d'entre elles soit la surveillance des lieux en vue d'assurer la surveillance et le contrôle pour que le traitement soit de facto soumis aux règles de la loi caméras (sous réserve des exceptions prévues au champ d'application de la loi – cf. supra).

Par contre, si le recours à une caméra de surveillance est effectué pour des fins personnelles ou domestiques, le responsable du traitement sera dispensé de certaines obligations imposées par la loi caméras.

La détermination explicite et concrète de la finalité permet également d'organiser la surveillance afin qu'il ne soit pas filmé plus que nécessaire, conformément au principe de proportionnalité exposé ci-après.

Une fois la finalité du traitement arrêtée, les images traitées ne peuvent être utilisées d'une manière incompatible avec le but clairement défini. En d'autres termes, les données ne peuvent être utilisées que dans le cadre de la finalité déclarée et ne peuvent donner lieu à d'autres utilisations.

Enfin, le traitement poursuivi doit être légitime. Ainsi, la surveillance sur la voie publique, sur les places et autres lieux ouverts est réservée aux autorités.

B. LA PROPORTIONNALITÉ DU TRAITEMENT

La légitimité des traitements d'images doit être jugée en application du principe de proportionnalité⁶ : l'intérêt général ou les intérêts légitimes du responsable du traitement doivent être mis en balance avec le droit à la protection de la vie privée de la personne filmée.

Il convient de garder à l'esprit qu'un traitement d'images doit être un *moyen adéquat et nécessaire* à la réalisation de l'objectif poursuivi.

⁵ Art. 5 de la loi vie privée.

⁶ Art. 4 de la loi vie privée.

Il doit en outre rester un *moyen subsidiaire* de parvenir à cet objectif. Une installation de caméras de surveillance devra s'avérer indispensable pour atteindre l'objectif poursuivi, si d'autres mesures moins attentatoires à la vie privée s'avèrent insuffisantes.

L'exigence de proportionnalité du traitement vise également ses modalités pratiques : les images filmées, l'accès aux données, les destinataires et la durée de conservation des données, le nombre d'appareils, etc.

- Les images filmées

Les images traitées par rapport aux finalités clairement définies et légitimes, doivent être adéquates, pertinentes et non excessives. L'utilisation de la caméra doit ainsi se dérouler de telle sorte que des images superflues ne soient pas prises.

Le responsable du traitement doit en outre s'assurer que la ou les caméra(s) de surveillance ne sont pas dirigées vers un lieu pour lequel il n'est pas habilité à traiter lui-même les données⁷.

Cette interdiction tombe *en ce qui concerne les lieux ouverts* avec l'obtention du consentement du responsable de traitement de cet autre lieu⁸. Ainsi, des caméras filmant la voie publique devront éviter que ne figurent dans leur champ des entrées ou des fenêtres de bâtiments privés. S'il n'est pas possible d'éviter de filmer les entrées ou les fenêtres de bâtiments privés, le responsable du traitement devra obtenir le consentement du responsable du traitement du lieu en question.

Il n'est pas important de savoir si ce lieu fait ou non l'objet d'une surveillance par caméras. Il doit simplement s'adresser à celui qui, en tant que responsable du traitement, serait compétent pour installer une surveillance par caméras⁹. En ce qui concerne la problématique de la protection de la vie privée, il n'est pas non plus pertinent de savoir qui, concrètement, peut organiser un tel système : le propriétaire d'un bâtiment, les copropriétaires, le locataire, une autorité publique, le détenteur d'une concession. Il faudra répondre à ces questions à la lumière des dispositions contractuelles ou des conventions juridiques qui seront conclues pour déterminer qui est finalement compétent pour effectuer l'installation.

À défaut de consentement, le responsable du traitement devra masquer techniquement ces images.

Le fait d'avoir obtenu ce consentement ne dispense pas le responsable du traitement de ne filmer que ce qui est strictement nécessaire, compte tenu de la finalité poursuivie.

En cas de surveillance d'une entrée privée située à front d'un lieu ouvert ou d'un lieu fermé accessible au public, la caméra de surveillance doit être orientée de telle manière à limiter la prise d'images *au strict minimum*¹⁰. Des mesures techniques adaptées doivent être prévues en ce sens.

⁷ Art. 5, § 3, dernier al. ; art. 6, § 2, dernier al. ; art. 7, § 2, dernier al. de la loi caméras.

⁸ Art. 5, § 3, dernier al. de la loi caméras.

⁹ Voir rapport de la Chambre des Représentants, document n° 51 2799/005, p. 41 et 45.

¹⁰ Art. 7, § 2 al. 5 de la loi caméras.

En outre, les caméras de surveillance ne peuvent en aucun cas fournir des images qui portent atteinte à l'intimité d'une personne, ou viser à recueillir des informations relatives aux opinions philosophiques, religieuses, politiques ou syndicales, à l'origine ethnique ou raciale, à la vie sexuelle ou à l'état de santé¹¹.

La notion de données sensibles doit être interprétée de la même façon que dans la loi vie privée. En effet, la loi caméras stipule explicitement que celle-ci reste d'application. Quant à la notion d' "intimité de la personne", c'est la jurisprudence classique qui s'applique.

Enfin, il n'est pas toujours nécessaire de pouvoir distinguer d'emblée les visages des personnes filmées. La possibilité d'activer le zoom afin de pouvoir, le cas échéant, identifier les personnes filmées suffit et garantit une meilleure protection de la vie privée des personnes filmées sans pour autant empêcher la poursuite des finalités recherchées.

- L'accès aux données¹²

*En ce qui concerne les lieux ouverts*¹³

Le visionnage en temps réel n'est admis que (i) sous le contrôle des autorités compétentes (administratives ou judiciaires) et (ii) dans le but de permettre aux services de police d'intervenir directement en cas d'infraction, de dommage ou d'atteinte à l'ordre public et de guider ces services au mieux dans leur intervention.

Un arrêté royal délibéré en conseil des ministres, après avis de la Commission, doit fixer les conditions auxquelles les personnes susceptibles d'être habilitées à pratiquer le visionnage doivent satisfaire. Il désigne ces personnes, qui agissent sous le contrôle de la police.

*En ce qui concerne les lieux fermés accessibles au public*¹⁴

Le visionnage en temps réel n'est admis que dans le but de permettre une intervention immédiate en cas d'infraction, de dommage ou d'atteinte à l'ordre public.

- Les destinataires des données

Le responsable du traitement d'un lieu fermé, accessible ou non au public, ou la personne agissant sous son autorité :

- *peut* transmettre les images filmées aux services de police ou aux autorités judiciaires s'il constate des faits pouvant être constitutifs d'une infraction et que les images peuvent contribuer à faire la preuve de ces faits ou à en identifier les auteurs ;
- *doit* transmettre les images aux services de police si ceux-ci les réclament dans le cadre de leurs missions de police administrative ou judiciaire et si les images concernent l'infraction constatée. Aucune

¹¹ Art. 10 de la loi caméras.

¹² N'est pas traité dans cette section l'accès de la personne concernée à ses données.

¹³ Art. Art. 5, § 4 al. 1 & 2 de la loi caméras.

¹⁴ Art. 6, § 3 al. 1 de la loi caméras.

formalité spécifique n'est nécessaire dans le chef de la police. Toutefois, s'il s'agit d'un lieu privé, le responsable du traitement pourra exiger de la police judiciaire la production d'un mandat judiciaire dans le cadre d'une information ou d'une instruction¹⁵.

Étant donné que la notion de "lieu privé" n'a pas été définie par la loi caméras, cette notion doit être interprétée conformément au droit commun. Le critère de l'inviolabilité du domicile est d'application.

- La conservation des données par le responsable du traitement

L'enregistrement des données n'est autorisé que dans le but de :

- réunir la preuve des faits constitutifs d'une infraction ou générateurs de dommages ;
- rechercher et identifier l'auteur des faits, un perturbateur, un témoin ou une victime¹⁶.

Les données ne peuvent être conservées plus d'un mois¹⁷ si elles ne peuvent contribuer à faire la preuve d'une infraction ou d'un dommage ou d'une identification.

Le délai d'un mois est un délai maximum. Il est utile de rappeler que les risques d'atteinte à la vie privée sont d'autant plus importants que la durée de conservation des données est longue. Il faut en principe effacer les données dès lors qu'elles ne sont plus utiles au regard du but poursuivi.

- Le nombre d'appareils

Le nombre d'appareils d'enregistrement placés et leurs fonctionnalités, de même que la présence ou l'absence d'une fonction de suivi automatique, ne peuvent être excessifs en fonction des finalités poursuivies.

C. L'INFORMATION

Le responsable du traitement doit apposer à l'entrée du lieu un pictogramme signalant l'existence d'une surveillance par caméras¹⁸. La surveillance par caméras doit être annoncée aux abords immédiats du lieu surveillé. Le citoyen doit être informé avant de pénétrer sur un tel lieu.

Un arrêté royal, adopté après avis de la Commission, doit fixer le modèle du pictogramme ainsi que les éléments qui doivent y figurer.

¹⁵ Art. 9 de la loi caméras.

¹⁶ Art. 5, § 4 al. 3 ; art. 6, § 3 al. 2 de la loi caméras.

¹⁷ Art. 5, § 4 al. 4 ; art. 6, § 3 al. 3 et art. 7, § 3 de la loi caméras.

¹⁸ Art. 5, § 3 al. 3 ; art. 6, § 2 al. 3 et art. 7, § 2 al. 4 de la loi caméras.

En l'absence d'arrêté royal, il faut se référer aux dispositions de la loi vie privée¹⁹.

L'information porte sur le nom et l'adresse du responsable du traitement ou de son représentant, les finalités du traitement, l'existence d'un droit d'accès et de rectification des personnes concernées, les destinataires ou les catégories de destinataires des données.

Elle doit être indiquée de façon appropriée et suffisamment claire et détaillée afin que toutes les personnes concernées soient conscientes du fait qu'elles sont visées par la mesure. Une information collective consistant en la suspension, aux alentours de l'appareil d'enregistrement, d'un avis lisible comportant les éléments d'information nécessaires, satisfait à cette obligation.

Mention possible pour un panneau d'avertissement :

N
Vidéosurveillance 24h/24
Surveillance et contrôle
Tél. : .. /.....

Toute utilisation cachée de caméras de surveillance est interdite.

Est considérée comme une utilisation cachée, toute utilisation de caméras de surveillance qui n'a pas été autorisée au préalable par la personne filmée. Le fait de pénétrer dans un lieu où un pictogramme signale l'existence d'une surveillance par caméras vaut autorisation préalable²⁰.

D. DROIT D'ACCES

Toute personne filmée a un droit d'accès aux images²¹. Ce droit ne trouve bien entendu à s'appliquer que lorsque les données ont fait l'objet d'un enregistrement et d'une conservation.

La personne qui souhaite obtenir l'accès à ses données doit adresser une demande motivée au responsable du traitement. L'obligation de motiver la demande d'accès permet au responsable du traitement de mettre en balance les intérêts de la personne demanderesse et les intérêts pour la sécurité.

La demande devra être accompagnée d'indications suffisamment détaillées, afin de permettre la localisation précise de ses données sur l'enregistrement (date, heure et localisation exactes). Que la personne concernée souhaite ou non assister à la recherche et à la présentation des informations la concernant, cette recherche devrait en outre être effectuée par le responsable du traitement ou l'une des personnes agissant sous son autorité. Ces différentes garanties sont indispensables à la protection de la vie privée des tiers qui apparaîtraient sur le film.

¹⁹ Art. 9 de la loi vie privée.

²⁰ Art. 8 de la loi caméras.

²¹ Art. 12 de la loi caméras et art. 10 et 12 de la loi vie privée.

E. PROCEDURE A SUIVRE EN VUE DE L'INSTALLATION D'UNE CAMERA

Le responsable du traitement qui souhaite placer une caméra de surveillance dans un lieu ouvert doit obtenir au préalable :

- un avis positif du conseil communal de la commune où se situe le lieu ;
- un avis positif du chef de corps de la zone de police où se situe le lieu qui atteste qu'une étude de sécurité et d'efficience a été menée et que l'installation est conforme aux principes de la loi vie privée (principes de finalité, pertinence, proportionnalité, sécurité)²².

Tant qu'il n'est pas satisfait à cette double exigence d'avis positif, aucune caméra ne peut être placée.

Quel que soit le lieu dans lequel le responsable du traitement souhaite installer une caméra de surveillance, il doit notifier sa décision d'installer une caméra de surveillance à la Commission de la protection de la vie privée, au moyen d'un formulaire standard²³.

S'il s'agit d'un lieu fermé, que ce dernier soit accessible au public ou non, la décision doit également être notifiée au chef de corps de la zone de police où se situe le lieu²⁴.

Cette notification doit avoir lieu *au plus tard* la veille du jour de la mise en service de la caméra de surveillance²⁵.

Une exception existe à l'obligation de notifier la décision d'installer une caméra de surveillance : lorsque les caméras de surveillance sont placées (i) dans un lieu fermé non accessible au public et (ii) qu'elles sont utilisées à des fins personnelles ou domestiques²⁶. Selon le Ministre de l'Intérieur, sont visés les traitements à des fins de surveillance en vue de prévenir et constater une infraction, effectués à l'intérieur d'une habitation privée.

La forme et le contenu du formulaire ainsi que ses modalités de transmission à la Commission doivent être définis par le Roi après avis de la Commission.

Afin d'éviter toute confusion, une déclaration thématique similaire à celle pour la surveillance et le contrôle est élaborée pour la surveillance par caméras sur le lieu de travail. Elle tient compte du caractère spécifique du contrôle sur le lieu de travail.

²² Art. 5, § 2 de la loi caméras.

²³ Art. 5, § 3 de la loi caméras.

²⁴ Art. 6, § 2 et art. 7, § 1 de la loi caméras.

²⁵ Art. 5, § 3 ; art. 6, § 2 et art. 7, § 2 de la loi caméras.

²⁶ Art. 7, § 2 al. 3 de la loi caméras.

F. SECURITE DU TRAITEMENT

Le responsable du traitement ainsi que la personne agissant sous son autorité doit prendre toutes les mesures de précaution nécessaires pour éviter que des personnes non autorisées n'aient accès aux images. Ils sont tenus au devoir de discrétion²⁷.

Le responsable du traitement doit adopter des mesures générales de sécurité, adéquates au regard des risques existants. Le développement actuel des modes d'enregistrement numériques permet en effet une manipulation des images difficilement envisageable dans le cadre d'un traitement analogique des données. Par des traitements consécutifs de l'enregistrement, il devient ici aisé de constituer non seulement des fichiers d'images, mais également des fichiers d'informations dérivées, permettant des analyses, des recoupements a posteriori, ainsi qu'une analyse de séquence d'images, appartenant à la même prise de vue ou à des prises de vues distinctes.

De telles possibilités de manipulation des images engendrent des risques de falsification des informations, auxquels tout responsable de traitement est tenu de faire face en vérifiant l'exactitude des données traitées²⁸.

Les mesures de sécurité doivent également viser à prévenir tout autre risque d'atteinte aux données tel que leur vol, leur effacement ainsi que tout risque d'utilisation pour d'autres finalités.

La Commission renvoie sur ce point aux mesures de références disponibles sur son site Internet à l'adresse suivante : <http://www.privacycommission.be/publications/> et qui visent à orienter le responsable du traitement pour l'adoption de mesures de sécurité adéquates.

Quand faut-il adapter son système de caméras de surveillance ?

Toutes les caméras de surveillance installées avant la date d'entrée en vigueur de la loi caméras, c'est-à-dire avant le 10 juin 2007, devront respecter les dispositions de la loi au plus tard dans les trois ans qui suivent, c'est-à-dire au plus tard le 10 juin 2010.

²⁷ Art. 9 de la loi caméras.

²⁸ Telles que le cryptage des données, un accès conditionné par un mot de passe, etc.